

**BROCHURES DU PC INTERNATIONAL
SUR LES LUTTES OUVRIERES EN POLOGNE**



LISEZ

**DE LA CRISE DE LA SOCIETE BOURGEOISE
A LA REVOLUTION COMMUNISTE MONDIALE**

Manifeste du P.C. International, 1981

(déjà paru en allemand, arabe, espagnol, français, grec, italien, néerlandais.
Egalement prévu en anglais, perse, portugais, suédois, turc.)

le prolétaire

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

**Vive
la
lutte
des
ouvriers
polonais!**



N°18

6 F



Introduction

Les ouvriers polonais ne se tiennent pas pour vaincus. Sous le régime de la terreur de Jaruzelski, ils résistent. Après le magnifique mouvement de grèves de l'été 1980, **quel exemple et quel encouragement** à la lutte de classe ne donnent-ils pas aux ouvriers de tous les pays!

Les bourgeois de tous les pays font tout pour le cacher, mais la lutte des ouvriers polonais est **une lutte authentiquement prolétarienne**. Cette lutte est dictée par les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière, et elle s'est heurtée au front de tous les banquiers et de tous les gouvernements de l'Est et de l'Ouest, qui sont derrière Jaruzelski pour chercher à remettre nos frères de classe au travail.

Marquer sa solidarité avec cette lutte, **c'est l'affaire des ouvriers de tous les pays**. Cette solidarité doit être **indépendante des bourgeoisies occidentales** et de leurs gouvernements, qui approuvent la «normalisation» en Pologne et tentent de l'utiliser pour faire peur à la classe ouvrière et paralyser ses réactions. Elle doit être indépendante de toutes les forces, libérales, démocratiques et soi-disant «ouvrières», qui cherchent à canaliser la révolte suscitée par la répression en Pologne, dans une mobilisation politique pour la défense d'un camp impérialiste contre l'autre.

Marquer sa solidarité avec nos frères de classe polonais, c'est aussi **passer nous aussi**, ici et maintenant, à la **lutte de classe** contre la bourgeoisie. C'est enfin mener cette lutte **en tirant les leçons** de la lutte.

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI

La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale communiste et du Parti communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Le mouvement des ouvriers polonais nous enseigne que la classe ouvrière doit **s'organiser** pour ses revendications de **façon indépendante** de l'Etat. La tragédie qui est la sienne signifie la faillite des voies démocratiques et réformistes; elle montre que toute lutte d'envergure et décidée exige de préparer l'affrontement avec l'Etat capitaliste, qu'elle nécessite donc un parti politique orienté sur le programme révolutionnaire du prolétariat.

C'est à ces questions vitales qu'est consacrée cette brochure. Elle aura atteint son but si, après l'utilisation qui a été faite des mots de communisme, d'internationalisme et de marxisme par l'impérialisme russe et les faux communistes de l'Est et de l'Ouest, des prolétaires d'avant-garde retrouvent confiance dans le marxisme révolutionnaire et peuvent se convaincre qu'il est la **seule théorie** qui peut guider le parti prolétarien et en faire un **instrument de lutte et de victoire** de la classe ouvrière du monde entier.

1^{er} Janvier 1982.

OU EST DONC LE SOCIALISME A L'EST ?

A l'Est, «les entreprises sont d'Etat» — d'ailleurs pas toutes ! —, mais les travailleurs d'ici savent que les patrons publics s'y entendent aussi bien que les patrons privés pour exploiter les travailleurs...

A l'Est, «l'Etat fixe centralement les prix». Mais au lieu que les prix augmentent spontanément de quelques points au fil des mois, cela signifie que, comme en Pologne, le gouvernement double le prix des marchandises d'un seul coup, chaque trois ou quatre ans ! C'est le même mécanisme économique mais sous une forme différente !

Il paraît qu'à l'Est, la production, comme les prix des produits, «est dictée par le plan», et non par le marché. En réalité, les entreprises ont recours au marché noir pour fonctionner et sont jugées par les banques... sur leur taux de profit ! Les travailleurs de là-bas savent que le «plan» est aussi anarchique et aussi bidon qu'ici !

On dit qu'à l'Est «il n'y a plus de chômage». En fait on occupe des quantités de travailleurs à de petits travaux où ils sont payés à un salaire qui ne vaut guère mieux que les allocations chômage d'ici !

Et quand la Pologne doit augmenter la production de charbon et réduire le salaire ouvrier, passer à la journée de 12 heures pour rembourser les banquiers, qu'est-ce sinon la production pour le capital ?

Le socialisme reste à faire à l'Est comme à l'Ouest. Le socialisme véritable — celui de Marx et de Lénine — c'est l'**abolition du salariat**. C'est le remplacement de l'économie de marché par une économie rationnelle, où la production est recensée centralement et redistribuée à tous les travailleurs selon les besoins: dans ces conditions, alors oui, l'idée de plan à un sens !

1. Une lutte authentiquement prolétarienne



Des conditions de vie terribles pour les ouvriers

Quand il faut attendre plus de dix ans pour avoir un logement, quand une paire de chaussure coûte le tiers du salaire mensuel moyen, quand une petite Fiat polonaise coûte cinquante fois ce salaire; quand on ne trouve les produits de première nécessité qu'au marché noir, et que, en face, la petite couche de privilégiés qui tient le pouvoir dispose de tout, largement... alors les sentiments de révolte se répandent dans les rangs ouvriers.

Il faut ajouter à cela des conditions de vie et de travail écrasantes: journée de 10 ou 12 heures, semaine de 6 jours, augmentation des cadences et des accidents du travail. La pression de l'encadrement est permanente. L'organisation syndicale officielle est totalement liée à la direction de l'entreprise. Pas moyen d'élever la moindre protestation, d'exprimer les besoins les plus élémentaires sans répression immédiate (des gens comme Walesa ont été interpellés plus de cent fois par la milice). Sans parler de la propagande pour le rendement.

Cette terrible situation n'est pas nouvelle en Pologne. Elle dure depuis des années. Mais c'est aussi la situation de la classe ouvrière dans la plupart des pays du monde: une situation économique de plus en plus insupportable et une pression politique de plus en plus forte. Dans les pays les démocratiques comme la France, des couches de plus en plus larges de travailleurs connaissent exactement la même situation: les travailleurs immigrés (en particulier les sans-papiers), les jeunes prolétaires.

Une longue chaîne de révoltes et de luttes

Contrairement à ce beaucoup racontent, ce n'est pas l'idéologie religieuse ou la conviction «autogestionnaire» qui dictent les luttes, ce sont les besoins concrets les plus quotidiens. Les mêmes revendica-

tions se retrouvent tout au long de ces luttes: augmentation du salaire, diminution du temps de travail, liberté d'organisation.

En 1956, les ouvriers de l'usine Staline à Poznan se mettaient en grève pour des augmentations de salaire, entraînant derrière eux la population dans des manifestations qui convergèrent vers la prison, dont les portes furent ouvertes. L'ordre fut rétabli; le bilan fut de 38 morts et de 270 blessés parmi les ouvriers.

En décembre 1970, l'augmentation brutale des prix provoqua la révolte des chantiers navals de la Baltique. La répression fit 6 morts et des dizaines de blessés, mais le gouvernement dut lâcher du lest et faire quelques promesses.

En juin 1976 à l'annonce d'une augmentation des prix alimentaires de 50 à 100% selon les produits, les ouvriers de l'usine d'Ursus de Varsovie se sont mis en grève et ont barré la voie de chemin de fer proche, entraînant dans leur mouvement d'autres usines. En même temps des révoltes eurent lieu à Radom et là encore, la réaction de l'Etat polonais a été la répression sanglante.

ET OU EST LA DICTATURE DU PROLETARIAT ?

On parle beaucoup de «dictature du prolétariat» ou d'«Etat ouvrier» dans les pays de l'Est. Mais qu'est-ce qu'un «Etat ouvrier» où les ouvriers se sentent tout à fait étrangers à l'administration, à l'armée et au gouvernement en place ? Mieux: comme le montrent les événements de Pologne, où toute la machine de l'Etat sert contre eux, dès qu'ils cherchent à s'organiser pour se défendre contre l'exploitation dont ils sont l'objet.

La dictature du prolétariat, c'est tout autre chose: c'est le pouvoir des prolétaires en armes, qui impose sa volonté à la classe exploiteuse et fait participer les larges masses de travailleurs à la transformation de la société. Elle est encore à conquérir, à l'Est comme à l'Ouest.

Les bourgeois ici veulent faire croire que le «communisme tue les libertés». Ils oublient de dire qu'en Pologne, ce n'est pas le communisme qui les tue, mais l'Etat capitaliste qui, comme ici, n'a jamais hésité à supprimer les libertés politiques «inscrites dans la constitution» dès que la classe ouvrière cherche à s'en servir pour sa lutte contre le capitalisme.

Ils feignent aussi de croire que le communisme serait insupportable pour les ouvriers. En fait, le communisme permettra de vivre à l'humanité libérée des lois barbares du capitalisme, des crises et des guerres. Et pour y parvenir, la dictature du prolétariat privera de tous droits les classes exploiteuses tandis qu'elle garantira sa pleine liberté de mouvement au prolétariat.

Les grandes grèves de 1980

Au mois de juillet, des grèves éclatent à Ursus et Tczew contre les hausses de prix dans les magasins des usines (augmentation de la viande de 70 à 80%). Cette fois-ci, elles sont bien organisées, avec l'élection de comités de grève. Et le gouvernement revient sur la hausse des prix.

Mais d'autres usines suivent l'exemple immédiatement. Et la lutte se répand comme une traînée de poudre. Le 14 août, la grève commence aux chantiers navals de Gdansk, avec comme première revendication la réintégration d'une ouvrière licenciée. Très vite, autour de ce noyau, les ouvriers de toutes les usines en grève vont coordonner leur mouvement avec la création du MKS et ses 21 revendications (voir pages 8 et 9)

Au beau milieu d'exigences réelles et concrètes, les points 6 et 13 montrent bien l'influence des courants conciliateurs, démocratiques, nationaux et religieux, qui, en l'absence du parti révolutionnaire, ont pu s'appuyer sur ces exigences pour chercher à canaliser le mouvement vers un compromis avec l'Etat. Cependant, ce dernier attendait le moment favorable pour porter son coup...

IL Y A BIEN UNE BOURGEOISIE EXPLOITEUSE A L'EST !

Il y a une classe privilégiée dans les pays de «socialisme réel»: elle a ses magasins spéciaux, où on trouve de tout et où on ne fait pas la queue. Son genre de vie est luxueux alors que les ouvriers ont du mal à joindre les deux bouts. Il est courant que de «hauts responsables» dépensent en un seul repas et en une seule nuit d'hôtel le salaire mensuel moyen d'un ouvrier !

Cette classe privilégiée n'est pas une «nouvelle classe», qui vivrait en parasite sur la société: rien ne ressemble plus à un bureaucrate de l'Est qu'un technocrate de l'Ouest, public et privé, et tous deux ne sont que le personnel de la classe dominante. En réalité, la classe qui vit de l'exploitation de la classe ouvrière, qui se nourrit de sa misère et qui grossit, comme à l'Ouest, avec l'accumulation du capital, la classe qui fournit la haute bureaucratie de l'Etat, c'est la bourgeoisie, qui exerce, grâce aux Jaruzelski et Cie, sa dictature ouverte sur la classe ouvrière.

La différence, c'est que les patrons, les idéologues, les généraux et les ministres sont sélectionnés et choisis à l'Ouest par des cercles familiaux, sociétés secrètes, clubs et comités directeurs de partis, et qu'à l'Est toutes ces coteries se résument au seul parti.

LES REVENDICATIONS DES PERSONNELS EN GREVE REPRÉSENTÉS PAR LE MKS SONT LES SUIVANTES:

1. Acceptation de syndicats libres, indépendants du parti, des employeurs sur la base de la convention n°87 de l'Organisation Internationale du Travail relative à la liberté syndicale, ratifiée par la République Populaire de Pologne.

2. Garantie du droit de grève, de la sécurité des grévistes et des personnes qui les aident.

3. Respect des libertés d'expression, d'impression et de publication garanties par la Constitution de la R.P.P. et, en conséquence, arrêt de la répression contre les publications indépendantes et ouverture des mass media aux représentants de toutes les confessions.

4. A. Réintégration à leurs postes:

— des personnes licenciées pour avoir défendu les droits des travailleurs, en particulier les participants aux grèves de 1970 et 1976;

— des étudiants exclus de l'enseignement supérieur pour leurs opinions.

B. Libération de tous les prisonniers politiques (y compris Edmund Zdrozinski, Jan Kozlowski et Marek Kozlowski).

C. Arrêt de la répression pour opinion.

5. Information par l'intermédiaire des mass media de la création du Comité de grève inter-entreprises et publication de ses revendications.

6. Initiatives d'actions réelles ayant pour but de sortir le pays de la situation de crise par:

A. La diffusion publique de toutes les informations sur la situation socio-économique.

B. La possibilité donnée à tous les milieux et groupes sociaux de participer aux discussions sur un programme de réformes.

7. Paiement de tous les grévistes pour la période de grève comme pendant les périodes de congé, sur les fonds du Conseil central des syndicats.

8. Augmentation du salaire de base de chaque travailleur de 2.000 zlotys par mois en compensation de la hausse des prix.

9. Garantie de l'échelle mobile des salaires.

10. Réalisation d'un plein approvisionnement du marché intérieur en produits alimentaires et limitation des exportations aux surplus.

11. Introduction de cartes de rationnement pour la viande et les produits dérivés (jusqu'à la stabilisation du marché).

12. Suppression des «prix commerciaux» et des ventes en devises étrangères dans le cadre de l'«exportation intérieure».

13. Introduction du principe de la désignation des cadres basés sur la qualification et non sur l'appartenance au parti. Suppression des privilèges de la milice, de la sûreté et de l'appareil du parti par:

— l'égalisation des allocations familiales;

— la suppression du système des ventes réservées.

14. Abaissement de l'âge de la retraite à cinquante ans pour les femmes et cinquante-cinq ans pour les hommes, ou, indépendamment de l'âge, droit à la retraite après trente ans de travail en Pologne pour les femmes et trente-cinq ans pour les hommes sans tenir compte de l'âge.

15. Augmentation des retraites et des pensions anciennes jusqu'au niveau de celles qui sont payées selon le nouveau système.

16. Amélioration des conditions de travail des services de santé, afin d'assurer aux travailleurs une pleine assistance médicale.

17. Création de crèches et de maternelles en nombre suffisant pour les enfants des mères qui travaillent.

18. Extension de la durée du congé maternité payé à trois ans pour permettre à la mère d'élever son enfant.

19. Réduction du délai d'attente pour l'attribution d'appartements.

20. Augmentation de 40 à 100 zlotys des frais de transports et instauration d'une prime de vie chère.

21. Généralisation du samedi libre, et, pour les travailleurs aux postes de travail continu ainsi que dans le système des trois-huit, compensation de l'absence du samedi libre par l'allongement de la période de congé ou par l'attribution d'autres journées libres payées.

Gdansk, le 16 août 1980

*Le Comité de grève inter-entreprises
siégeant au chantier naval de Gdansk.*



LES BANQUIERS DE TOUS LES PAYS DERRIERE JARUZELSKI

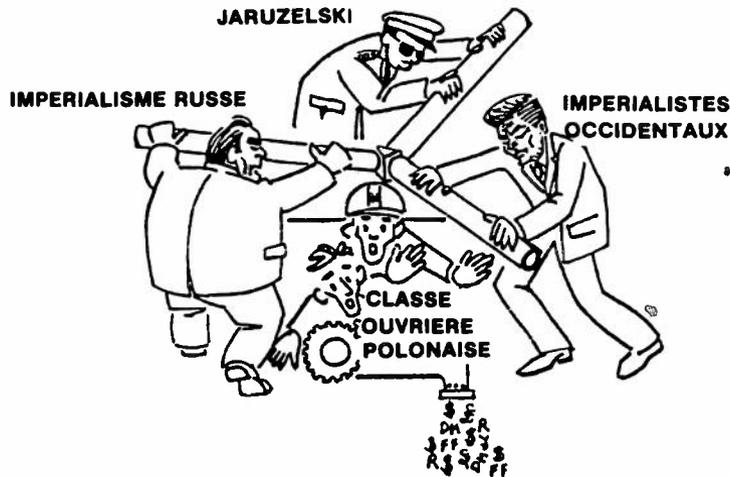
La lutte des ouvriers polonais a été provoquée par les difficultés d'une économie largement ouverte sur le marché mondial. Mais une lutte ouvrière décidée ne pouvait pas ne pas accentuer encore la catastrophe économique. En deux ans, la production a chuté de 20% !

Pour faire face à ces difficultés économiques, l'Etat polonais s'est considérablement endetté. Il doit aujourd'hui 27 milliards de dollars aux banques et aux gouvernements occidentaux, 6 milliards à l'Etat russe.

En contrepartie, les banquiers ont exigé l'assurance que l'économie allait repartir, et donc les grèves cesser. Un programme de réformes économiques a été mis sur pied pour satisfaire les banquiers tout en cherchant à faire croire aux ouvriers qu'il était fait dans leur intérêt.

Visiblement, cela n'a pas suffi. Et les banquiers s'inquiètent pour leur système: «Un krach ouvert de la Pologne obligerait les banques préteuses à reconnaître dans leur bilan l'annulation de créances considérables. Cela porterait un coup très sévère à la communauté financière internationale qui, avec la bénédiction des gouvernements, a prodigué ses prêts d'une façon extraordinairement légère» (Le Monde du 19/12/1981).

Ils attendent donc qu'on remette les ouvriers polonais au travail, d'une manière ou d'une autre: «De nombreux banquiers américains considèrent l'autoritarisme à la soviétique comme leur meilleur espoir de recouvrer les quelque 1,3 milliards de dollars que la Pologne leur doit», écrit le Wall Street Journal du 21/12/1981, qui explique: «La plupart des banquiers pensent que des gouvernements autoritaires sont une bonne chose, car ils imposent une discipline»...



L'état de guerre contre la classe ouvrière

La militarisation du régime vise d'abord les travailleurs dans les entreprises, là où le mouvement a puisé toute son énergie et l'essentiel de ses forces vives.

Les travailleurs risquent:

— 5 ans d'emprisonnement pour fait de grève ou pour toute autre action de protestation;

— la peine de mort pour insoumission aux dispositions du code militaire désormais applicable à tous les secteurs clé de l'économie, transports, postes et télécommunications, énergie, ports maritimes, radio et télévision, etc.

— 3 ans de prison pour le seul fait d'avoir tenté de poursuivre clandestinement l'une ou l'autre de ces activités.

Toutes les organisations syndicales et apparentées voient leurs activités suspendues.

On compte des dizaines de milliers d'arrestations, parmi lesquelles les principaux dirigeants de Solidarnosc, dont le siège de Varsovie a été occupé et saccagé par la milice. Les grandes aciéries de Huta Warszawa et l'usine de tracteurs d'Ursus, comme bien d'autres, ont été cernées par l'armée. Les tribunaux spéciaux ont déjà commencé à siéger et on compte les condamnations à des peines graves par centaines.

Toutes les libertés d'expression, d'impression, de réunion sont supprimées. Les principaux acquis du mouvement sont réduits à néant pour une durée indéterminée. Les samedis libres sont supprimés. Les ouvriers sont tenus de travailler 6 jours par semaine, voire 7 si la situation l'exige. Le temps de travail peut passer de 8 heures à 12 heures par jour. Les congés annuels sont considérablement réduits, un mois de travail ne donne plus droit qu'à un jour de congé.

Le couvre-feu est instauré et l'armée et la milice quadrillent les rues. Les communications téléphoniques sont censurées, toute la presse est interdite, sauf celle du POUP et de l'armée. Les déplacements de plus de 48 heures doivent être soumis à autorisation.

C'est clair, les armées polonaise et russe n'ont qu'un but: démanteler toute l'organisation, reprendre tout ce qui avait pu être cédé et faire régner la terreur pour remettre la classe ouvrière au travail.

LE COURAGE ET L'HEROISME DES PROLETAIRES POLONAIS

L'interdiction de Solidarnosc, les dizaines de milliers d'arrestations n'ont pas paralysé totalement la classe ouvrière. Le gouvernement militaire doit employer la force ouverte, notamment pour faire évacuer les usines occupées par les grévistes. Mais les ouvriers polonais donnent à la classe ouvrière internationale un magnifique exemple d'abnégation et de courage prolétariens :

— à Katowice, les mineurs se sont battus à coups de hache, de pierres et de bâtons contre les miliciens ;

— à la mine Wujek (Silésie), une bataille rangée a éclaté lorsque les forces de sécurité, appuyées par 34 tanks ont lancé un assaut contre les grévistes : les mineurs ont attaqué les tanks avec des barres de métal aiguisé, du matériel de forage et des cocktails-molotov. Ils ont réussi à immobiliser un tank en bloquant ses chenilles avec des barres de fer pendant que d'autres mineurs jetaient des rails sur le miliciens du haut d'un mur. Ces affrontements ont fait 7 morts chez les ouvriers ;

— à Gdansk, le mercredi 16 décembre, il y a eu plus de 300 blessés (y compris des miliciens) dans l'attaque des chantiers Lénine.

Dans de nombreux endroits, les travailleurs se sont retranchés sur les lieux de travail et menacent de tout faire sauter si les forces de l'ordre interviennent. Il faut noter que les forces de répression sont ainsi composées : 350.000 miliciens mobilisables (ils sont sélectionnés à partir du POUP et particulièrement dressés contre les travailleurs) et 300.000 hommes de troupes de l'armée, dont 180.000 conscrits. Jaruzelski envoie d'abord la milice et emploie l'armée à des tâches plus passives. Des cas de fraternisation ont été signalés en ce qui la concerne, surtout là où la classe ouvrière s'est montrée la plus déterminée (en Silésie par exemple).

A la mine de Piast, 939 mineurs ont résisté à l'état de guerre en restant pendant deux semaines à 500 m sous terre. Quand ils sont remontés, épuisés, à la surface, l'appareil de répression les a obligé à reprendre le travail sous la menace des armes. Dans une autre mine de Silésie, il a fallu inonder les boyaux pour obliger les mineurs à sortir.

Aux aciéries Baildon, ce sont les femmes des ouvriers qui, en se massant devant les portes, ont empêché la milice de donner l'assaut.

Ainsi les travailleurs, pourtant non préparés à ces affrontements violents, n'ont pas hésité à se battre avec tous les moyens à leur portée contre les forces de répression dotées d'armes modernes et meurtrières.

Cette leçon de courage ne sera pas perdue si les travailleurs, partout dans le monde, se préparent dans les luttes à de tels affrontements.

2. Riches enseignements de cinq années de lutte (1976 - 1981)



Dans le développement de la lutte en Pologne on a vu une imbrication étroite entre des poussées de luttes ouvrières et des courants intellectuels, politiques et religieux. Ces deux composantes du mouvement social sont bien en fait distinctes, mais il faut dégager leurs rapports réciproques.

La lutte ouvrière trouve ses racines dans les besoins immédiats

Comme nous l'avons déjà montré, les poussées de lutte, en Pologne, comme partout et toujours, ont trouvé leur énergie première dans des besoins tout à fait précis et concrets: pouvoir manger à sa faim, se vêtir et se loger convenablement, pouvoir dire son mot sans risquer le licenciement ou la prison.

Ces besoins sont au point de départ de toute lutte ouvrière. Mais dans le cours de développement, ils vont continuer à jouer un rôle toujours aussi important, en particulier en période de crise économique. La lutte de classe va suivre une dynamique qui lui est propre et ces besoins, qui ne sont pas satisfaits, vont à chaque phase stimuler sans cesse de nouvelles poussées de lutte.

Dans ses premières phases, la lutte de classe se présente sous une forme élémentaire. La réflexion et l'organisation y jouent un rôle quasi nul. En Pologne, avant, on a vu des explosions violentes de lutte, des émeutes, provoquées en général par l'annonce de hausses de prix vertigineuses, en 1956, puis en 1970. A cette date, déjà, s'était constitué à Szczecin un comité de grève indépendant du syndicat officiel. Mais il a été naturellement détruit par la répression brutale.

En même temps, Gierek s'était engagé dans la voie de réformes qui devaient, à ses dires, améliorer le sort des prolétaires. En fait, en 1976, nouvelle augmentation des prix, nouvelles réactions ouvrières à Ursus et Radom, nouvelle répression.

Un nouveau besoin naît: l'organisation

Mais 1976 marque un tournant. Cette fois tout le monde a conscience que de nouvelles luttes sont inévitables. En même temps, les prolétaires les plus combattifs sont arrivés par une dure expérience à cette conclusion que l'on doit s'organiser en dehors de l'appareil du syndicat officiel, inféodé à l'Etat et à son parti.

La lutte pour soutenir les ouvriers de Radom et d'Ursus commence. Il s'agit au départ d'organiser la solidarité avec les familles, de montrer aux emprisonnés qu'on ne les oublie pas. Cela suffit déjà à susciter un minimum d'organisation. Puis d'autres travailleurs luttent et sont également frappés par la répression.

Il faut d'abord savoir qui a été arrêté, qui a été licencié et où ils se trouvent. Puis établir des liaisons pour briser l'isolement. Ensuite, il faut que les autres travailleurs soient informés des condamnations pour qu'ils ajoutent à leurs revendications la libération des emprisonnés et la réintégration des licenciés. Bref, ce travail, extrêmement modeste au départ, oblige à se donner un **réseau d'organisation clandestine**. Il est clair que cela suppose des moyens, des relations, etc. Et il est naturel que des groupes de travailleurs cherchent à utiliser les forces pour lesquelles ils éprouvent de la sympathie, notamment l'Eglise.

Jonction des courants politiques et de la lutte ouvrière

Naturellement, des travailleurs ont cherché à utiliser le seul réseau existant dans le pays hors des structures de l'Etat, à savoir celui de l'Eglise. D'autant plus que cette dernière, voyant venir le mécontentement, a réclamé tout de suite la libération des ouvriers emprisonnés.

Surtout s'est constitué le Comité de défense des ouvriers (KOR), à partir d'une initiative du courant social-démocrate, dont Kuron est un leader connu.

Ce courant, qui s'est développé à partir des mouvements étudiants de 1968 n'avait pu entrer en contact avec les ouvriers ni à cette époque ni lors des luttes de 1970. Mais il a avancé comme revendication celle d'un **syndicat indépendant**. Il est clair que cette exigence était nettement ressentie en 1976, et que l'initiative de lancement du KOR a rencontré un écho important chez les ouvriers et a pu **crystalliser la tendance à l'organisation** qui se manifestait.

Le KOR a rempli des tâches très pratiques, en s'appuyant sur le réseau de liaisons fourni par l'Eglise : visites, défense juridique, circulation de l'information, impression d'un bulletin, etc. Et c'est sur la base d'une revendication allant dans le sens du mouvement et de cette jonction concrète que ces courants politiques vont pouvoir gagner une influence sur les ouvriers combattifs. Mais il est clair que la confiance ainsi conquise par le KOR a constitué un appui pour développer ses explications générales, ses solutions politiques, en même temps qu'il donnait cette réponse aux exigences de la lutte.

LE PROGRAMME DU COURANT SOCIAL-DEMOCRATE DE KURON

«Le dilemme des mouvements de gauche du XX^e siècle, "réforme ou révolution", n'est pas un dilemme pour l'opposition polonaise. [...] Les programmes révolutionnaires et les tentatives conspiratrices ne peuvent que servir la police en favorisant une atmosphère hystérique et en facilitant la provocation policière. [...] L'opposition polonaise, pourrait-on dire, avait choisi la voie espagnole plutôt que la voie portugaise. Elle compte sur des changements progressifs et partiels plus que sur un renversement violent du système en place. [...] L'analyse de l'ensemble des relations polono-soviétiques révèle une certaine communauté d'intérêts entre la direction politique de l'URSS, la direction politique de la Pologne et l'opposition polonaise : pour les trois parties en cause l'intervention militaire soviétique en Pologne aurait été, et resterait, une véritable catastrophe. Quant à l'opposition démocratique, il va de soi que son sens des responsabilités et son patriotisme la conduisent à s'opposer fermement à la politique du pire. [...] L'essentiel dans la conception d'une nouvelle stratégie pour l'opposition polonaise, c'est la prise de conscience de la force des milieux ouvriers qui, plusieurs fois déjà, par leur attitude ferme et conséquente, ont imposé au pouvoir des concessions spectaculaires. Il est difficile de prévoir l'évolution de la situation dans les milieux ouvriers, mais ce sont certainement eux que le pouvoir craint vraiment. La pression de ce groupe social est la condition sine qua non de l'évolution de la vie nationale vers la démocratisation» («Pour une plateforme unique de l'opposition», Politique aujourd'hui, n°3-4, 1977).

Dans les années soixante, quand Kuron avait écrit, avec Medzelewski, sa fameuse *Lettre ouverte aux dirigeants du POUP*, il parlait de «révolution anti-bureaucratique». En fait, la révolution étant interdite par la police, il faut se contenter de la réforme!

Et cette réforme, c'est celle de la «démocratie espagnole», négociée entre le franquisme et la démocratie. Pour y parvenir, il faut tirer le pouvoir par la manche en s'appuyant sur les luttes ouvrières et en cherchant à les contenir.

Le seul problème, c'est que la classe ouvrière a ses intérêts propres!

Que cherchent l'Eglise et les courants social-démocrates ou nationalistes ?

Personne ne pense que le but de l'Eglise, en favorisant l'organisation ouvrière, a été de permettre sa victoire sur l'Etat oppresseur. L'Eglise est une force de conservation sociale qui vise à calmer la lutte ouvrière et à l'empêcher de se heurter à l'Etat polonais, même tenu par des forces que l'Eglise n'aime pas trop.

Pour ce qui est des autres forces, la plus connue est le courant social-démocrate de Kuron, qui a lancé le KOR. Pour ce courant, la dictature national-comuniste est un danger pour la société. **Il faut s'appuyer sur la lutte des ouvriers**, les seuls «que le pouvoir craint vraiment», pour obtenir une réforme démocratique susceptible de créer le consensus national qui manque. Pour lui, ce processus est possible car sans cette réforme, l'URSS serait obligée d'intervenir et ne le souhaite pas plus que le pouvoir polonais ou l'opposition.

Quand en 1978 un Comité de Fondation des syndicats libres de la Baltique parvient à se constituer, il proclame : «*Seules de véritables unions et associations sociales peuvent sauver l'Etat*». Il s'agit donc de **sauver l'Etat**, non de sauver la classe ouvrière contre cet Etat !

La grande grève de l'été 1980 et le mouvement des masses

L'explosion redoutée se produit. Un grand mouvement est déclenché par l'augmentation des prix. Sur la lancée, la masse ouvrière, et plus seulement des minorités décidées, prend conscience de sa force, fait reculer le gouvernement, et la petite organisation clandestine qui se développe depuis quatre années devient une large organisation regroupant des millions de travailleurs.

Seulement, on ne peut mener la lutte de millions d'hommes et de femmes qui s'opposent à l'Etat en place comme on mène une grève contre le patron, ou même comme on mène la lutte des années précédentes contre la répression, avec de petits groupes d'ouvriers, même s'ils gagnent la sympathie de la masse. Les ouvriers les plus combattifs, placés souvent brutalement à l'avant-garde et à la direction de la lutte, ont besoin de comprendre ce qui se passe, ce que veut le gouvernement, comment il agit, quel est le sens du mouvement, ce qu'il peut donner et ne pas donner, afin de le guider de façon efficace. Il est donc naturel que ces ouvriers combattifs qui n'adhèrent pas (encore) à un courant politique donné s'entourent de gens qui apportent des réponses à ces questions brûlantes, surtout s'ils ont gagné la confiance des ouvriers par leur action dans la lutte de défense des emprisonnés.

Dès le début, les militants social-démocrates comme Kuron, ou catholiques comme Geremek, ou encore nationalistes, ont conseillé le MKS (Comité de grève) de Gdansk qui a joué un rôle important dans la lutte. Et même s'ils avaient déjà montré leurs tendances apaisantes, ils ont pris, en l'absence d'un parti réellement prolétarien et révolutionnaire, un **rôle déterminant** quand s'est créé Solidarnosc où ils ont trouvé une place de conseillers et d'experts officiels. L'Eglise a joué le même rôle et on a vu par exemple Walesa finir par demander le conseil de son évêque avant chaque décision importante.

Naturellement, cette influence, la social-démocratie et l'Eglise l'ont utilisée pour appeler au calme, et les dirigeants modérés et les fameux experts ont servi dès la fin de 1980 comme corps volontaires de «pompiers volants» allant de ville en ville pour demander aux ouvriers d'arrêter leurs grèves s'ils voulaient conserver... le droit de grève.

La lutte ouvrière, facteur de crise

Cependant, les revendications des travailleurs qui ont engendré le plus puissant mouvement ouvrier de ces dernières années ne sont pas

LE PROGRAMME DU COURANT SOCIAL-DEMOCRATE DE KURON (BIS)

«La spirale des revendications et des augmentations de salaires est sans issue. A Ostrow Wielkopolski, par exemple, dans les ateliers de réparations de chemins de fer, nous avons demandé au début une augmentation des salaires de trois à quatre pour cent. Comme le gouvernement a immédiatement accepté, les comités de grève ont exigé vingt pour cent [...]. Dès l'instant où il y aurait des syndicats élus sur une base démocratique, on se trouverait dans une situation qualitativement nouvelle. La population sera prête à accepter les sacrifices et les restrictions nécessaires si ce sont les ouvriers qui les décident.» (J. Kuron, Le Nouvel Observateur 16 août 1980)

«Nous disposons d'une certaine influence dans les milieux ouvriers, et nous pourrions encore l'étendre [...]. Il me paraît évident que tout assainissement social exigera des sacrifices [...]. S'opposer à la hausse des prix signifierait porter un coup au fonctionnement de l'économie. Les salaires, en revanche, doivent être objet de négociations préalables. La tâche principale de l'opposition démocratique est de transformer les revendications économiques en revendications politiques» (Le Monde du 20/8/1980).

Le programme social-démocrate vise à faire lâcher aux travailleurs la proie des revendications économiques fondamentales pour l'ombre d'une perspective politique de réforme. Le programme communiste révolutionnaire vise au contraire à tracer une perspective politique qui garantisse les revendications économiques fondamentales de la classe ouvrière!

satisfaites.

Fin 1980, début 1981 les conditions de vie ne se sont toujours pas améliorées pour les ouvriers. Les queues devant les magasins sont de plus en plus longues. Même les tickets de rationnement ne peuvent plus être honorés.

Les causes générales de la crise sont toujours là. Mais en Pologne, un nouveau facteur de crise est venu s'ajouter aux autres : **la lutte du prolétariat**. Il est évident que les nombreuses grèves et l'ambiance de lutte dans les usines ont aussi fortement contribué à faire baisser la production. Alors, fallait-il arrêter la lutte comme le prêchaient l'Eglise et les conseillers de Solidarnosc, pour sauver le navire pourri ? Sûrement pas. Quand la lutte ouvrière devient elle-même un facteur de la crise du capitalisme, c'est qu'elle a franchi un pas de plus vers son objectif final : la destruction du capitalisme. Alors, pas question de revenir en arrière.

Pendant des années, le capitalisme n'a pas été capable de satisfaire les besoins les plus immédiats, et cela en l'absence de luttes. En présence de luttes, il ne fait pas mieux... La conclusion crève les yeux : le capitalisme doit mourir !

Les luttes de 1980 avaient apporté des augmentations de salaire, mais il n'y a rien à acheter, ou alors au marché noir à des prix exorbitants...

La lutte s'est étendue. L'organisation syndicale compte des millions d'adhérents... C'est maintenant une lutte générale qu'il faut mener, qui ne concerne plus telle usine, telle région ou telle branche, mais **toute la société**. La question politique est posée. Le **pouvoir** est directement mis en cause. Tous les éléments sont rassemblés pour que la question politique vienne à l'esprit de tous.

Depuis des années, l'organisation anarchique de l'économie est criante (machines qui rouillent par manque de pièces, pas de production dans la première moitié de chaque mois, gaspillage). Les premiers secrétaires du POUP ont été changés les uns après les autres ; le rythme des changements s'accélère et plus personne n'y croit. Face à cette situation de pénurie, les privilégiés ne manquent de rien... L'idée qui s'impose à tous est donc d'assurer grâce à l'Etat les conditions pour satisfaire les revendications ouvrières. Bref, tout le monde s'est mis à regarder **vers le pouvoir**, qui est la clé de la solution.

La clé de la solution : le pouvoir politique

La lutte revendicative est donc arrivée en Pologne à un point où, **de façon objective**, la clé de la solution est politique. Toutes les forces sociales doivent se déterminer par rapport à la question du pouvoir.

Dans la société polonaise, la classe ouvrière est parvenue à gagner une liberté de mouvement très large dans l'organisation Solidarnosc. Les besoins politiques qui se sont dégagés vont donc passer par le canal de Solidarnosc. Il n'y en a pas d'autre. C'est dans ce cadre que la

grande masse des ouvriers, et même des couches moyennes salariées peuvent poser les questions de la lutte sociale et chercher à y faire face. C'est donc dans le cadre de Solidarnosc que s'est posé le problème politique, et que les différents courants qui ont réussi à conquérir une influence dans le mouvement ouvrier grâce à leur participation aux luttes immédiates, ont pu apporter **leur perspective, leur solution politique**.

C'est la raison pour laquelle tout le monde a vu que Solidarnosc était contraint de prendre des positions politiques. C'était indispensable. La question est de savoir quelles positions.

En l'absence de conditions historiques et politiques favorables au développement du réseau du parti marxiste révolutionnaire en Pologne, ce sont les courants et groupes social-démocrates et religieux qui ont pu **imposer une orientation** à la lutte et à l'**organisation ouvrière**, Solidarnosc, sur la question du pouvoir politique. Ces courants ont joué en fait la **fonction du parti politique**, qui est amené à un moment donné à **diriger** les organisations immédiates et à les transformer pour les besoins de la lutte prolétarienne en **levier de la lutte politique**.

La perspective avancée : celle de la République autogestionnaire

La formule de l'autogestion est on ne peut plus vague, et elle est à la mode depuis longtemps en Pologne. Il y a plusieurs raisons à cela. Si, selon la propagande officielle, on a déjà le socialisme, que faire ? Il ne reste plus qu'à se débarrasser de dirigeants parasites, incompetents

LE SOCIALISME NE SE RECONNAIT PAS DANS LA FORMULE DE L'AUTOGESTION

La formule de l'«autogestion» est des plus vagues. Elle signifie toute une gamme de revendications de contrôle sur la marche des entreprises.

Le prolétariat devra utiliser dans une phase de sa dictature un **contrôle ouvrier** qui permettra de centraliser la production et la distribution et donc de dépasser les limites des entreprises : sous le socialisme, en effet il n'y a plus d'entreprises, d'unités de production autonomes arrachant une partie de la richesse sociale à la société. La **suppression du marché**, et donc du **capital et du salariat**, signifie la fin de la **division en entreprises**, de l'économie d'entreprises, et son remplacement par une économie centralisée. Le socialisme prolétarien ne peut donc pas se définir comme un «système d'entreprises autogéré».

Parler maintenant de contrôle des entreprises sous le capitalisme est une aberration réformiste. De plus, c'est une revendication nuisible, qui détourne la classe ouvrière de sa tâche centrale : **la conquête du pouvoir politique**.

COMMENT S'EXPLIQUE LE POIDS DE L'EGLISE EN POLOGNE

L'Eglise est intimement liée à l'histoire de la Pologne. Très tôt, au Moyen Age, la Pologne catholique se rattache à l'Europe occidentale, surtout face à la Russie, qui est orthodoxe et dont la société est différente.

Par la suite, surtout à l'époque de la formation des nations européennes, la Pologne a été partagée de nombreuses fois entre ses voisins. Ce n'est donc pas l'Etat qui, comme dans d'autres pays, a servi de creuset à la nation, mais une institution commune, l'Eglise.

Ces circonstances ont donc fait de l'Eglise un pilier du nationalisme polonais, l'autre étant le militarisme nationaliste qui s'est constitué au fil des insurrections nationales de 1794, 1831, 1846, 1848, 1863 et qui a donné au XX^e siècle la dictature de Pilsudski, que les impérialismes occidentaux ont utilisé contre la Russie bolchévique.

Si la défaite du mouvement ouvrier international s'est accompagnée de partis staliniens influents comme en France ou en Italie, il n'en a pas été ainsi en Pologne. Cela est dû au fait que Staline s'est partagé la Pologne avec Hitler en 1939 et qu'il a été complice de l'écrasement de la Commune de Varsovie en 1944. De plus, après la déconfiture des forces politiques liées à l'Occident et la liquidation du militarisme polonais par l'impérialisme russe après 1945, l'Eglise est aussi restée la seule force nationale organisée indépendante de la Russie. Les puissantes racines agraires de la Pologne lui ont permis de trouver l'oxygène pour capitaliser les réactions aux exactions de l'impérialisme russe, du chauvinisme grand-russe. Et il n'a pas été difficile à l'Eglise de redorer son blason, vu les crimes commis au nom du socialisme, du prolétariat et du marxisme !

Beaucoup de travailleurs sont surpris ici que leurs frères de classe polonais s'agenouillent devant des crucifix, prient pendant les grèves et demandent l'avis de leur curé. En fait, dans le vide idéologique créé par la domination impérialiste russe, et en réaction à cette domination, ils ont tenté de trouver dans la religion une arme idéologique pour lutter, et dans l'Eglise une organisation pour épauler leur lutte. Le fait que l'Eglise ait demandé en 1976 la libération des ouvriers emprisonnés à Radom et Ursus et que les ouvriers aient pu utiliser les églises pour leurs réunions et les curés pour établir les liaisons dans le pays, a encore renforcé son prestige.

Ce n'est donc pas l'Eglise qui a suscité ou «créé» la lutte ouvrière. Ce sont les intérêts matériels qui ont poussé les ouvriers à lutter, malgré l'idéologie religieuse de fraternité entre les classes et de pacifisme bélant, et malgré l'institution de l'Eglise, qui est un parti de conservation sociale, mais qui s'est montrée assez souple pour comprendre que la lutte ouvrière étant inévitable, il faut éviter de la prendre de front afin de pouvoir mieux la canaliser.

Cependant, exactement comme les opportunistes et réformistes sois-disant ouvriers ici, du PC et du PS, l'Eglise doit à un moment où à un autre entrer ouvertement en contradiction avec les besoins de la lutte et se déconsidérer aux yeux des prolétaires combattifs.

Tout le monde a vu qu'en août 1980, l'Eglise a lancé un appel à la reprise du travail alors que les travailleurs de Gdansk n'avaient pas eu la moindre promesse gouvernementale. Cet appel n'a pas été écouté. Il est clair que l'appel au calme lancé aux ouvriers par Mgr Glemp, au moment même où les prolétaires sentaient l'exigence politique de résister au coup de force de Jaruzelski, accélérera encore la fracture entre les prolétaires les plus résolus et l'Eglise.

Ce que les prolétaires polonais ont cherché et qu'ils ne peuvent pas trouver dans la religion, c'est leur théorie de lutte; ce qu'ils ont cherché et qu'ils ne peuvent pas trouver dans la religion, c'est leur parti. Ils ont besoin de recevoir une solidarité effective pour comprendre que l'internationalisme est autre chose que les chars russes; ils ont besoin de voir les prolétaires lutter ici sur un programme révolutionnaire pour voir dans le marxisme autre chose que le mensonge hypocrite de leurs exploiters.

« Travailler consciencieusement est un devoir moral, savoir s'imposer des privations une vertu chrétienne »...



LE PROGRAMME DE L'EGLISE

En septembre 1976, c'est-à-dire trois mois après les grèves, l'évêque polonais déclarait: « Travailler consciencieusement est un devoir moral, savoir s'imposer des privations une vertu chrétienne. Le travail consciencieux et l'esprit de sacrifice dépendent de la confiance dans le pouvoir qui peut être gagnée par une réelle attention et des efforts pour le bien de tous les citoyens. Les difficultés auxquelles notre pays doit faire face peuvent être vaincues seulement par une concentration de tous les efforts ». Appeler les ouvriers au travail, le pouvoir à ne pas trop oublier les ouvriers s'il ne veut pas d'ennuis, et tout le monde à s'entendre... Amen.

SOLIDARNOSĆ

SYNDICAT OU PARTI ?

On a accusé *Solidarnosc* de devenir un parti politique. En réalité *Solidarnosc* était, comme toute organisation ouvrière qui se pose à un certain moment le problème de la lutte politique, contrainte de **suivre une orientation politique précise** pour cette lutte. Or cette direction politique est donnée par des courants politiques qui ont joué le rôle de partis politiques.

Solidarnosc a été mené tout naturellement à **subordonner ses revendications immédiates** à une perspective politique, à être **dirigé, bien ou mal, par un «parti»**. Comme ce n'est pas par lui, le parti contre-révolutionnaire au pouvoir en Pologne clame: «*Il faut que Solidarnosc soit subordonné au parti*», c'est-à-dire au parti au parti national-communiste officiel ! Cela signifie la subordination du mouvement et de l'organisation ouvrière à l'Etat capitaliste.

Une fausse leçon serait d'en tirer qu'il faut «*rester sur le terrain immédiat*». Certains courants dans *Solidarnosc* l'ont fait, mais le passage à la lutte politique est à un certain moment de la lutte une exigence irrépressible. Une autre fausse leçon serait de tirer de la catastrophe le refus de la direction du parti. Un tel état d'esprit risque de se répandre. Mais la lutte a montré qu'une direction politique est une nécessité impérieuse. Et que cette **direction doit être centralisée** pour répondre de façon unitaire à la centralisation de l'adversaire.

La véritable leçon est qu'il faut un **parti bien orienté**, sur la position et le programme du prolétariat, le parti révolutionnaire de classe.

KARL MARX ET LE SOCIALISME

«*Tous ces "socialistes" depuis Colins ont cela de commun qu'ils laissent subsister le travail salarié, par conséquent aussi la production capitaliste, voulant faire croire à eux-mêmes ou au monde que par la transformation de la rente en impôt payé à l'Etat, tous les méfaits de la production capitaliste doivent disparaître d'eux-mêmes. Le tout n'est donc qu'une tentative d'enjoliver le socialisme pour sauver la domination capitaliste et la rétablir effectivement sur une base encore plus large que l'actuelle.*» (Marx à Sorge, 30 juin 1881)

Capital et travail salarié sont les deux termes indissolublement liés du **même rapport social**. Essayez donc d'abolir l'un sans l'autre !

et soumis aux intérêts russes. L'autogestion semble répondre au besoin de faire tourner l'économie de façon plus juste et plus rationnelle.

Et comme les libertés politiques ont été bafouées pendant longtemps, l'illusion est grande qu'il suffit de changer le personnel de l'Etat par des élections pour avoir ainsi l'instrument politique capable d'accomplir la réforme économique qui permettra de satisfaire les revendications.

En fait, les conseillers de *Solidarnosc* savaient qu'on peut faire toutes les élections qu'on veut, dans les entreprises et dans l'administration, la hiérarchie militaire reste la hiérarchie militaire, la milice reste la milice, avec l'appui du «grand frère russe», bref que le pouvoir reste toujours à la même place et qu'il ne s'agit pas de le renverser, mais d'arriver à un compromis avec lui. Un dirigeant de *Solidarnosc*, Kuszynski, expliquait en 1980: «*Si le gouvernement va à notre rencontre et donne des preuves de sa capacité de réformer l'économie dans le sens de l'autogestion, nous pourrons de notre côté convaincre les travailleurs qu'ils doivent accepter en échange, au terme de chaque étape, certains sacrifices matériels*».

Au cours de 1981, tout le monde a utilisé toutes les «possibilités» de dialogue et de compromis. On a même vu Jaruzelski, Walesa et Giemp assis autour d'une même table.

Quelle base pour un compromis ?

Mais quelle était la base d'un compromis entre le pouvoir, l'Eglise et *Solidarnosc* ? C'était **l'acceptation volontaire des sacrifices** par la classe ouvrière. Or pour accepter des sacrifices, pour accepter des privations terribles, il faut au moins le faire dans son intérêt, avec la certitude que la voie politique choisie assure les conditions de la satisfaction future des revendications de la classe ouvrière.

Mais ce n'est pas la perspective qui a été donnée. Les ouvriers polonais ont bien accepté l'idée d'autogestion, bien qu'avec de solides réserves venues de l'expérience déjà faite des conseils ouvriers de 1956, qui ont tout de suite été mis au service de l'ordre établi.

Ils ont bien accepté l'idée de réforme démocratique, avec l'illusion de contrôler par elle l'Etat et d'influer par conséquent sur la marche de l'économie et la satisfaction de leurs revendications : bref, ils en attendaient le pouvoir politique. Mais que signifie cette «démocratie autogestionnaire» dont le premier acte, avant même de naître, est de chercher à priver les ouvriers des conquêtes politiques de leur lutte, en limitant volontairement par un compromis avec l'armée, la milice et le POUP qui restent en place, les moyens que la classe ouvrière a trouvés et conquis pour faire entendre sa voix ? Que signifie une perspective politique où le «pouvoir du peuple» signifie l'autocastration de la classe ouvrière ?

LES COURANTS DANS SOLIDARNOSC

Le 1^{er} Congrès de Solidarnosc (septembre 1981) a révélé la présence de deux grands courants: le courant social-démocrate et le courant nationaliste populiste.

■ **LE COURANT SOCIAL-DEMOCRATE** a plusieurs ailes:

— les **autogestionnaires**, eux-mêmes divisés en gros entre une tendance assez **basiste**, qualifiée de «gauchiste», et une tendance insistant davantage sur la nécessité de pousser l'autogestion jusqu'à la «république autogestionnaire»: c'est cette tendance qui a été largement majoritaire au Congrès;

— le **KOR**, lui-même divisé en deux tendances, l'une laïque avec Kuron, qui s'est prononcé pour l'«autolimitation» politique de Solidarnosc, et l'autre, catholique, genre «socialiste chrétien», dont Geremek, conseiller écouté de Walesa, est membre.

■ **LE COURANT NATIONALISTE POPULISTE** incarné par Walesa, lequel a toujours suivi les avis de l'épiscopat:

— les **nationalistes** militent dans un mouvement appelé **Jeune Pologne**, dont l'un des dirigeants, Badkowski, a été conseiller de Walesa pour les accords de Gdansk et a proposé, au printemps de 1981, un front tripartite POUP-Eglise-Solidarnosc;

— les **ultranationalistes**, sympathisants de la Confédération de la Pologne Indépendante qui luttent pour la rupture avec l'URSS et réclament des élections libres. Il est clair que leur influence a grandi au dernier trimestre 1981.

Au congrès de Solidarnosc d'octobre 1981, les experts en compromis comme Walesa et les dirigeants modérés ont rencontré une extrême résistance devant leurs tentatives de mettre sur pied un appareil plus discipliné, qui obéisse mieux aux directives de compromis avec le gouvernement:

Contraints malgré eux de **passer sur le terrain politique** qu'exigeaient les circonstances, les dirigeants modérés l'ont fait avec l'espoir que **le pouvoir en place** ne leur en voudrait pas!

Comme l'explique un dirigeant de Solidarnosc, Blumsztajn: «*Le principe fondamental du mouvement à son début, c'était l'«autolimitation» . Nous imaginions que le syndicat en «s'autolimitant» — c'est-à-dire en n'empiétant ni sur les intérêts de l'U.R.S.S., ni sur ceux du pouvoir politique du parti polonais, le POUP — pourrait néanmoins conquérir certains domaines de la vie publique. Nous pensions en même temps que le contrôle exercé par la société rendrait le pouvoir des communistes plus efficace. Notre perspective était que la société tout entière, auto-organisée, parvienne à contrôler le pouvoir central dans les secteurs sociaux et économiques» (Le Monde du 19/12/81).*

Pour n'avoir pas à parler d'élections libres qui heurtent le pouvoir, ils ont avancé l'idée d'un référendum qui évitait de poser la question du pouvoir. Mais c'est que les faits posaient objectivement cette question.

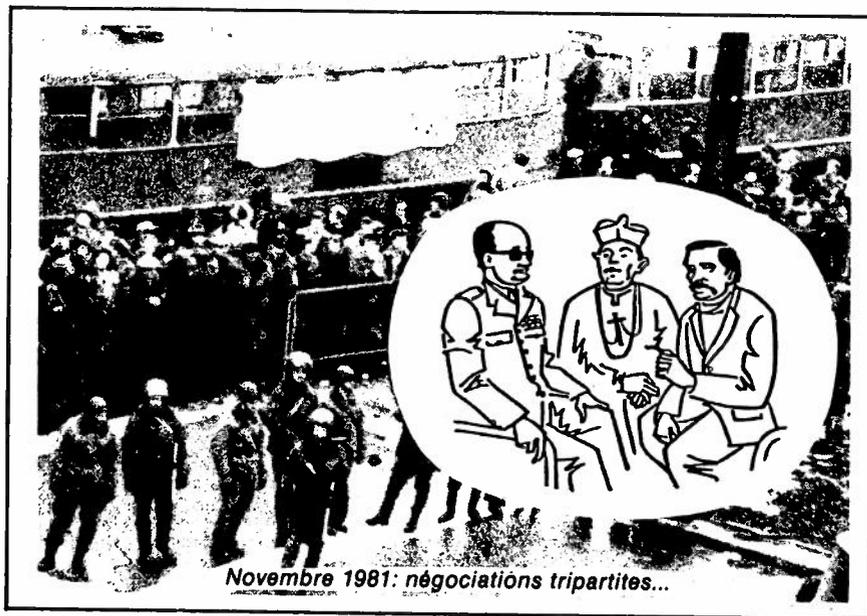
Lorsqu'au début décembre de nombreuses organisations de Solidarnosc ont demandé au Conseil National de répondre par la grève générale à la menace de Jaruzelski de prendre les pleins pouvoirs pour supprimer le droit de grève, Walesa et d'autres dirigeants modérés ont refusé cette demande et ont appelé les travailleurs à attendre que Jaruzelski **ose** prendre les pleins pouvoirs pour répondre par la grève générale. Jaruzelski a osé!

Le gouvernement et les partisans du dialogue n'avaient rien d'autre à offrir à la classe ouvrière que **des sacrifices pour aujourd'hui**, et une perspective politique qui privait la classe ouvrière de ses moyens de pression, c'est-à-dire **de nouveaux sacrifices demain**.

L'affrontement était-il imprévisible ?

Dans ces conditions, toutes les tentatives d'arrêter les grèves, les efforts pour canaliser la lutte sur la voie illusoire de la réforme ne pouvaient que se révéler vains. L'expérience historique enseigne que si les courants qui conseillent et orientent Solidarnosc ne parvenaient pas à une **soumission volontaire** des prolétaires aux sacrifices exigés par le redressement de la baraque nationale polonaise, la bourgeoisie devait envisager d'obtenir **sa soumission** par la contrainte.

Un général ami de Jaruzelski et qui a quitté la Pologne a révélé que le fameux général s'était préparé à l'affrontement depuis un an, qu'il avait patiemment préparé son coup, disposé ses hommes, mis en place sa logistique, pour frapper en cas de besoin.



Novembre 1981: négociations tripartites...

PARIS 1871 - VARSOVIE 1981 LE DANGER DEMOCRATIQUE

Mars 1871. Le soulèvement des ouvriers parisiens provoque le retrait des troupes de Thiers à Versailles. Le pouvoir tombe aux mains des ouvriers. Mais leurs chefs, au lieu de préparer une mesure énergique, marche sur Versailles, préparent des élections... Pendant ce temps, Thiers se ressaisit, organise la contre-révolution. Le manque d'énergie et d'autorité, caché sous les justifications de la démocratie, a perdu la Commune de Paris.

Décembre 1981. Jaruzelski réclame les pleins pouvoirs pour mettre les ouvriers au pas. Selon Seweryn Blumstajn, un dirigeant de Solidarnosc qui était à Paris au moment du coup de force: «*personne n'avait imaginé que le pouvoir allait prendre des mesures aussi brutales, et Solidarnosc n'y était pas préparé techniquement. Cela aurait exigé une organisation clandestine, conspiratrice, incompatible avec ce type de mouvement, obsédé par la démocratie et la publicité des débats*» (Le Monde du 19/12/1981)

Le manque de préparation n'est pas seulement une question technique c'est une question politique. Pendant que Jaruzelski mettait au point son plan de remise en ordre, les chefs des ouvriers, empêtrés dans des considérations sur l'économie nationale, la réforme, le statu quo, etc., préparaient un référendum pour s'assurer un appui moral.

La classe ouvrière n'a aucune justification à donner à personne pour la défense de ses intérêts de classe. Elle seule peut, en luttant pour ses propres buts, sauver l'humanité entière de la misère capitaliste. C'est sur son programme qu'elle peut faire preuve d'audace, d'énergie et d'autorité. Sinon, elle sera victime de l'audace et de l'énergie de la bourgeoisie.

Pour parvenir à suivre sa politique révolutionnaire, pour devenir une force révolutionnaire, pour que son mouvement ne dépende pas de l'humeur changeante des petit-bourgeois démocrates, réformistes et nationalistes, la classe ouvrière a besoin de son **parti de classe** qui fixe résolument son cap sur la révolution mondiale et trace son action en utilisant les trésors de l'expérience des générations précédentes.

JARUZESKI TIENT SES PROMESSES...

Schmidt l'avait dit en revenant de Berlin-Est : la répression n'empêchera pas Jaruzelski de «*poursuivre les réformes promises*».

Jusqu'ici le gouvernement décidait d'**augmenter les prix**. Maintenant, nuance, il les «*libère*». Il donne le droit aux entreprises de fixer librement, donc d'**augmenter massivement** «*les prix de la majorité des articles vendus à la population*». Certains articles de grande consommation vont augmenter jusqu'à 400%.

Les prolétaires polonais n'auront désormais plus à faire de queue : ils n'auront même pas l'argent pour acheter les produits stockés dans les magasins...

Le char des «*réformes*» est aussi meurtrier que ceux de l'état de guerre!

La Pologne le confirme après le Chili : la modération et le compromis mènent au précipice

Malgré des conditions extrêmement défavorables, la classe ouvrière riposte ! Elle ne s'avoue pas vaincue. Elle lutte et refuse de courber l'échine.

Quelle aurait été l'efficacité de sa riposte si celle-ci avait pu être **préparée** avec la ferme décision de ceux qui ne recherchent pas le compromis, mais sont décidés à abattre l'ennemi au moment favorable, et qui cherchent à conquérir dans les batailles partielles des positions plus fortes pour passer à l'assaut, quand le moment sera venu ?

Le Chili avait montré en 1973 l'impuissance du réformisme devant le militarisme bourgeois. L'Argentine en 1976 et la Turquie en 1980 ont montré comment la démocratie préparait le terrain de la dictature militaire. La Pologne confirme une nouvelle fois que **le réformisme est catastrophique** pour la classe ouvrière.

Le réformisme est impuissant à donner à la classe ouvrière des solutions à ses maux parce que le capitalisme ne peut vivre sans broyer la classe ouvrière, et que la classe ouvrière doit détruire le capitalisme, le **régime du salariat** si elle veut en finir avec l'esclavage.

Le réformisme paralyse la classe ouvrière dans ses mouvements, l'appelle au calme et au sacrifice pour faciliter des compromis illusoire avec un adversaire qui ne connaît, lui, que le langage du mensonge et de la force. Qu'il soit sincère dans ses intentions ou complètement hypocrite, il ne peut pas ne pas mettre la classe ouvrière dans les conditions les plus défavorables face à la répression bourgeoise : **il dispose autour de la classe ouvrière la corde que le militarisme bourgeois n'a plus qu'à tirer pour l'étrangler.**

La tragique expérience du prolétariat polonais confirme une nouvelle fois que la classe ouvrière ne peut mener une **lutte décidée** pour ses conditions de vie et de travail sans se préparer à **passer à l'offensive** contre l'ordre existant. Elle confirme que les prolétaires qui savent combattre et mourir pour leur classe doivent consacrer leurs meilleures énergies à rendre ce passage possible en construisant le parti révolutionnaire, qui puise dans le passé de la classe ses meilleures leçons, qui travaille à unifier ses rangs et à combattre les illusions réformistes, démocratiques et nationalistes, le parti qui la guide vers la révolution communiste en liaison avec les prolétaires de tous les pays.

3. Et maintenant où va la classe ouvrière ?



Les journaux, la radio, la télé présentent les événements de manière que tout le monde ait peur. Pourquoi ?

La bourgeoisie agite l'épouvantail de la guerre civile

En France, toutes les forces politiques et syndicales, de la CGT à la CFTC, de l'UDF au PCF disent la même chose : tout faire pour éviter la guerre civile, ne pas jeter de l'huile sur le feu, etc.

Il faut dire les choses comme elles sont : quand la classe ouvrière est sous la botte militaire, quasiment écrasée, on lui dit : «ne bouge pas!». Toutes ces forces qui prétendent empêcher le sang de couler soutiennent les plus forts aujourd'hui, c'est-à-dire l'armée bourgeoise. Elle verse le sang, elle; elle mène la guerre civile, elle. Elle veut la gagner. Et que crie l'officier au moment de prendre d'assaut une usine ? Ne bougez pas, les mains sur la tête, sortez un par un! C'est exactement ce qu'on entend ici.

Dans l'affrontement entre bourgeoisie et prolétariat, la guerre civile est nécessaire : le prolétariat ne pourra prendre le pouvoir que par l'insurrection armée. Il peut vaincre, l'histoire l'a montré. Le tout est de s'y préparer et aussi de se préparer à garder le pouvoir. Pour la classe ouvrière polonaise, la première bataille de cette guerre a été perdue. La question est maintenant de préparer les suivantes pour **gagner**. Voilà pourquoi la bourgeoisie cherche à utiliser les événements de Pologne pour faire peur: «Prolétaires, tremblez! et ne vous battez pas!».

Le danger de guerre mondiale?

Le capitalisme mondial est secoué par des crises économiques de plus en plus profondes. La crise polonaise s'intègre dans cet ensemble qui ne peut que déboucher sur la guerre mondiale si la révolution prolétarienne n'éclate pas avant. Mais, en 1982, toutes les conditions ne sont pas encore rassemblées pour qu'elle éclate.

En attendant, tous les Etats profitent de cette perspective pour mener contre le prolétariat une bataille préventive :

— la menace de guerre fait peur et paralyse : la bourgeoisie se sert de cet épouvantail contre la lutte de classe;

— la menace de guerre vient de l'ennemi (comme toujours) : la bourgeoisie occidentale lance ses campagnes anti-russes pour rassembler les exploités et les exploités dans un même front ...et comme par deux fois déjà, les exploités du monde entier devront s'entretuer pour le plus grand profit des exploités.

Bref, il s'agit pour la bourgeoisie de tout faire pour que le prolétariat ne voie pas la force formidable qu'il peut avoir.

Un encouragement à la lutte prolétarienne

La société toute entière est entrée dans une phase de crises aiguës.

La classe ouvrière de Pologne a porté un coup dans une partie centrale du monstre capitaliste international en Europe.

C'est un exemple formidable pour les masses prolétariennes concentrées dans cette partie du monde. Même après la réaction déchaînée des Etats contre la lutte en Pologne, ce premier grand coup va être suivi de coups plus forts encore dans toute l'Europe.

Là voilà, **la perspective prolétarienne**. Et c'est aux bourgeois qu'elle doit faire peur et pas aux ouvriers!

En Europe, le point du globe, avec les USA et le Japon, où le capitalisme est le plus développé, la classe ouvrière est restée de longues années en demi-sommeil. Des signes avant-coureurs de luttes grandioses (par exemple en Grande-Bretagne) montraient déjà qu'elle allait relever la tête.

« ON NE VA PAS ACCEPTER CA SANS REAGIR ! »

«Mais qu'est-ce qu'ils croient, bon sang de Dieu, on ne va pas abandonner comme ça toutes les conquêtes de Gdansk. Ils nous prennent pour qui ? Nous ne sommes pas des chiens. Ils suppriment les samedis libres, veulent nous faire trimer douze heures par jour, s'il le faut et même le dimanche, arrêtent en masse tous les dirigeants de Solidarnosc. On ne va quand même pas accepter tout ça sans réagir.» (Un ouvrier de l'usine FSO de Varsovie).

Pendant ce temps, les prolétaires et les masses affamées du Tiers-Monde ont mené toute une série de luttes, de l'Afrique du Sud au Maroc en passant par l'Algérie, la Turquie et l'Iran. Maintenant, avec la vague de luttes en Pologne, le monstre capitaliste est frappé **en plein cœur** (la Pologne est la 10^{ème} puissance industrielle du monde). Pendant des années, on aurait pu croire que la classe ouvrière des métropoles resterait endormie. Et voilà que les prolétaires polonais se sont lancés à corps perdu dans la lutte. Le mur de béton de la paix sociale est brisé, en Europe aussi!

Ils préparent la guerre, préparons la révolution!

Ces luttes grandioses qui s'annoncent vont avoir leur point de départ dans les besoins les plus élémentaires des ouvriers. Comme en Pologne, dans tous les pays le capitalisme va se montrer incapable de donner du travail et du pain aux prolétaires.

Mais le prolétariat ne pourra pas se limiter à lutter pour le pain. Comme en Pologne, il rencontrera très vite sur son chemin les forces archi-blindées de la bourgeoisie. Alors se posera la question : si cette organisation de la société n'est plus capable de satisfaire même les besoins les plus élémentaires, qu'elle disparaisse!

Le prolétariat du monde entier, d'Europe et des autres continents devra alors livrer bataille pour détruire toutes les armées et toutes les polices bourgeoises, pour instaurer son pouvoir à lui.

Seul le prolétariat, qui n'a rien à gagner dans cette société, peut la détruire pour mettre ensuite en commun toutes les richesses produites.

C'est une lutte formidable qui va unir les prolétaires et les affamés du monde entier ; une lutte qui va suivre l'exemple d'enthousiasme et de courage des prolétaires polonais. Et la bourgeoisie mondiale tremble devant cette perspective. C'est pourquoi elle cherche tant à terroriser le prolétariat pour retarder sa lutte.

Les premières lignes du **Manifeste du Parti Communiste** de 1848 sont toujours aussi vivantes : «Un spectre hante l'Europe, le spectre du communisme. Toutes les puissances de la vieille Europe ont conclu une alliance sacrée pour traquer ce spectre». Désormais, c'est le monde entier qui tremble.

Dès aujourd'hui : ne pas se laisser intimider

On a mis momentanément le prolétariat à genoux en Pologne. Les ennemis de la lutte de classe se penchent sur lui pour le frapper encore et l'intimider ; pour l'exhorter à ne pas résister.

L'Eglise, qui a prêché la conciliation pendant des années, va maintenant prêcher la résignation, de façon ouverte ou non. Mais l'avenir appartient au prolétariat et non aux armées bourgeoises et à l'Eglise,

car le prolétariat a la force pour vaincre! Malgré ce revers tragique, la classe ouvrière polonaise ne s'avoue pas vaincue. Elle a cherché à résister dans les conditions les plus catastrophiques avec la conviction que c'était là la condition pour reprendre la lutte demain et marcher à la victoire. Comme l'a lancé un tract diffusé à Gdansk à la suite du coup de force de Jaruzelski : «**Ne vous résignez pas; si nous le faisons aujourd'hui, nous enterrerions tout espoir de liberté pour de longues années à venir.**»

S'organiser sur une base indépendante des forces de compromis.

L'autodéfense a pu s'organiser dans de nombreuses usines. Cela a été la base pour reconstituer un appareil clandestin, qui a fait tant défaut face aux préparatifs de Jaruzelski. Mais attention, cela ne suffit pas; un tel appareil ne doit pas tomber dans les mains des courants qui recherchent le compromis, notamment l'Eglise, la social-démocratie ou qui, comme le nationalisme, sont prêts à garder un lien avec l'Eglise. Ces forces ne pourraient que paralyser l'organisation au moment où la classe ouvrière en aurait le plus besoin!

COMMENT VRAINCRE LA MACHINE MILITAIRE ET POLICIERE DE L'ETAT ?

Un tract signé Solidarnosc-Silésie donne des consignes de **résistance passive** qui, naturellement, ont leur efficacité dans les conditions présentes, ne serait-ce que pour garder le moral et souder les travailleurs, et fournir ainsi les bases de la reconstitution de l'organisation. Mais le texte attend aussi que ces directives, dont certaines sont indiscutables, d'autres moins, amènent «un **effritement de la machine militaire et policière**», «**le commencement de la fin de la dictature**».

L'expérience de nombreuses révolutions dans de nombreux pays depuis deux cents ans montre que même une lutte d'une ampleur immense, et à plus forte raison la résistance passive, n'a jamais suffi à «**effriter**» la machine militaire de la bourgeoisie.

La lutte ouvrière peut paralyser une partie de l'appareil de l'Etat. Elle peut entraîner la neutralité d'une partie des fonctionnaires et la désorganisation de l'administration. Elle peut susciter la sympathie des soldats, qui sont des prolétaires et des paysans sous l'uniforme et doit les entraîner de son côté.

Tout cela est une condition du succès de la lutte, mais ne suffit pas. C'est ainsi que pour entraîner les soldats du côté des ouvriers, il faut les débarrasser de leurs chefs et des mercenaires. Il faut donc **briser les machines de l'Etat**, et en premier lieu la machine militaire et policière par l'insurrection armée.

La classe ouvrière doit reconstituer ses réseaux de lutte et d'organisation sur une base tout à fait indépendante des forces de compromis et de conciliation.

La lutte de classe en Pologne préfigure la lutte de classe dans le monde entier et y appelle!

La bourgeoisie cherche à effrayer le prolétariat. Elle lui dit: regardez la Pologne et voyez où mène la lutte de classe. Et en Europe le prolétariat en demi-sommeil peut encore se laisser intimider. Mais il faut dire: prolétaires du monde entier, regardez la Pologne et voyez ce que vous réserve votre Etat, à l'Est comme à l'Ouest, de droite ou de gauche! Ne vous laissez pas intimider; les batailles seront très dures, c'est vrai. Il faut les regarder en face. Mais faudra-t-il laisser la bourgeoisie nous massacrer par centaines de millions sans livrer bataille contre elle? La Pologne montre les premiers épisodes de la guerre de classe. Il faut en tirer les leçons pour la préparer et la gagner.

ALORS, FAUT-IL BRULER LE PARTI UNIQUE ?

Le développement monstrueux du capitalisme à l'Est a son bouc émissaire: le parti ! En fait, ce n'est pas le «parti unique» qui crée les privilèges, c'est le capitalisme !

En Russie, le parti prolétarien unique a été liquidé, tous ses dirigeants emprisonnés, assassinés, et a été transformé par la classe bourgeoise renaissant à l'ombre de Staline en **parti bourgeois unique**.

Dans les autres pays de l'Est, le parti unique est un produit importé par l'impérialisme russe en 1945.

Ce parti unique n'a pas plus à voir avec le parti dont ont besoin la révolution et la dictature de classe, que le parti nazi et le parti fasciste qui sont ses cousins germains.

Les bourgeois occidentaux parviennent à faire peur aux prolétaires avec le parti unique. Que la classe ouvrière se mette à utiliser ses libertés, par sa lutte, voilà que tous les partis bourgeois font bloc en un seul parti de défense des intérêts bourgeois et d'ordre bourgeois !

La classe ouvrière doit relever son drapeau, nettoyé des souillures des faux socialismes à l'Est, et il servira de nouveau à rallier ses rangs pour l'émancipation du capitalisme !



4. Défendre les ouvriers polonais c'est l'affaire des prolétaires

Non à la mobilisation impérialiste autour de la Pologne !

Les différentes bourgeoisies utilisent avec cynisme les événements de Pologne. L'URSS, qui a supervisé le coup d'Etat et envoyé ses conseillers militaires et ses commissaires politiques aux postes stratégiques de l'administration et de l'armée polonaises, continue à prétendre que Jaruzelski et les «éléments honnêtes» du POUP ont décidé seuls d'en finir avec l'«anarchie», avec les ouvriers «irresponsables», les «contre-révolutionnaires» et les «nervis de Solidarité»...

Les USA et les pays occidentaux ont d'abord préconisé la «prudence» face à une «affaire intérieure polonaise». Seuls la résistance violente des ouvriers polonais, les bains de sang qui en ont résulté et la possibilité d'une intervention soviétique ouverte pour compléter le travail de la milice et de l'armée polonaises ont ensuite obligé les USA et leurs alliés occidentaux à dénoncer verbalement la répression en Pologne.

Mais sur le **fond et pour l'immédiat**, les capitalistes occidentaux ne peuvent que se réjouir de voir les militaires polonais remettre au pas la classe ouvrière, comme l'ont déclaré les banquiers de Wall Street !

Néanmoins, la crise polonaise est d'ores et déjà exploitée à des fins de propagande par les différentes bourgeoisies en vue d'un prochain conflit impérialiste mondial.

A l'Est, les «protestations» toutes platoniques des Occidentaux amènent la réplique cinglante de l'URSS: «Vous vous ingérez dans nos affaires intérieures». Brejnev et Jaruzelski appellent à la mobilisation pour «défendre le socialisme»! Les attaques verbales autour de la Pologne débouchent sur la poursuite des efforts d'armement.

A l'Ouest aussi, bien entendu, sauf que le drapeau n'est pas le même: ici, il s'agit de défendre les «droits de l'homme»...

Alors même que les bourgeoisies occidentales ont les mains couvertes de sang des masses exploitées d'Asie, d'Afrique, du Moyen-Orient, que les USA envoient armes et «conseillers» en Amérique centrale pour y rétablir leur ordre, ils osent invoquer ce «principe»!

Le massacre des ouvriers et les dizaines de milliers d'arrestations sont donc utilisés à des fins impérialistes.

Et la France ?

QU'EST-CE QUE LES ACCORDS DE YALTA ?

Les accords de Yalta passés en 1945 entre Staline, Roosevelt et Churchill repartaient le monde entre vainqueurs impérialistes sur le dos des impérialismes vaincus mais aussi des alliés moins puissants, et donc prévoyaient la mainmise de l'impérialisme russe sur la Pologne.

Il serait faux de croire que Roosevelt et Churchill auraient été à Yalta surpris dans leur bonne foi par Staline. En effet, les accords de Téhéran en 1943 fixaient déjà les frontières actuelles de la Pologne: la Russie annexait carrément la partie qu'elle avait déjà héritée en 1939 du pacte avec Hitler et devait se pousser un peu à l'Ouest en repoussant l'Allemagne sur la célèbre ligne Oder-Neiss.

C'est la raison pour laquelle les Occidentaux n'ont pas aidé l'insurrection de Varsovie en août 1944 contre l'armée allemande, comme ils l'ont fait pour la Yougoslavie. Varsovie était dans la chasse gardée militaire de Moscou et leur seule aide a été de prier Staline d'intervenir. Mais ses armées stationnaient dans les faubourgs de Varsovie et attendaient que l'armée allemande nettoie la ville de ses remuants prolétaires pour y entrer...

Les ouvriers polonais n'ont rien à attendre de plus aujourd'hui qu'hier des démocraties occidentales. Ces dernières aimeraient bien leur faire tirer les marrons du feu, dans leur dispute impérialiste avec la Russie, pourvu que les ouvriers polonais soient dociles et obéissent à leurs ordres. Mais elles ne bougeront pas le petit doigt s'ils prennent la moindre initiative qui gêne leurs projets. Surtout, comme le démontre encore une fois leur attitude vis-à-vis de la répression en Pologne, elles font front commun avec les bourgeoisies de l'Est dès que les prolétaires polonais veulent lutter pour eux-mêmes.

Le seul secours que les prolétaires polonais recevront d'Occident, c'est de la classe ouvrière qu'ils l'auront! A nous donc de faire en sorte qu'ils le trouvent!

L'impérialisme français, champion de l'hypocrisie

Certains prétendent que la France n'obéirait pas aux mêmes intérêts que les autres pays, qu'elle serait même en passe de prendre la tête d'un véritable «élan de solidarité» vis-à-vis des ouvriers polonais. Ces affirmations reposent sur des mensonges et cachent précisément les intérêts particuliers que défend l'impérialisme français dans cette affaire, sans parler des règlements de comptes internes à la bourgeoisie qui ont lieu à cette occasion.

Mensonges: la France «socialiste» et «libre» se «reconnaît» dans la lutte des ouvriers polonais. Mais alors pourquoi les déclarations abruptes de Cheysson puis embarrassées de Mauroy? Pourquoi cette autre déclaration de Mitterrand affirmant que «le monde tel qu'il est ne peut être changé» (*La Lettre de l'Expansion* du 21/12/1981)? Et surtout, pourquoi aucune mesure concrète gênant les bonnes relations avec le pouvoir en Pologne? Pourquoi le gouvernement ne passe-t-il pas l'éponge sur la dette polonaise, les milliards de francs que la Pologne doit au gouvernement français et aux banques nationalisées, en premier lieu à la Société Générale et à la BNP?

A toutes ces questions on peut répondre ceci: il ne faut pas confondre la réalité d'une politique bourgeoise avec les allures qu'elle se donne. Le gouvernement PS-PC ne tient pas à couper les ponts avec

«UNE AFFAIRE STRICTEMENT INTERIEURE A LA POLOGNE» ...

On sait aujourd'hui que le rétablissement de l'ordre était préparé depuis longtemps, en même temps que s'opéraient les tractations entre l'Eglise, la direction de Solidarnosc et le gouvernement pour parvenir à un accord tripartite conçu pour demander à la classe ouvrière des sacrifices volontaires.

Dès la fin 1979, les Américains avaient prévenu: nous ne ferons rien si les Russes interviennent: Yalta, c'est Yalta! En revanche, ils feraient en sorte de prendre des garanties pour que la Russie ne profite pas de son avantage pour liquider les intérêts occidentaux en Pologne. Mais comme cela risquerait d'être difficile, un compromis est possible: «nous respectons vos droits sur la Pologne, mais alors rendez-nous Cuba, et considérez l'Amérique centrale comme notre chasse-gardée!»

Cependant, cette éventualité n'est souhaitée ni par les uns, ni par les autres. Pour tous les bourgeois à l'Est comme à l'Ouest, «la solution Jaruzelski est la moins mauvaise possible» (*Le Monde* du 17/12/1981), car c'est elle qui remet le moins en cause l'équilibre des forces impérialistes! C'est la raison pour laquelle tout ce beau monde a vu dans la répression de Jaruzelski «une affaire strictement intérieure à la Pologne» et souhaite qu'elle le reste.

les pays de l'Est et avec l'URSS, tels qu'ils sont et tels qu'ils «ne peuvent pas changer» (pour reprendre le mot de Mitterrand). Et il est lui aussi intéressé à ce qu'«on» remette en Pologne les ouvriers au travail... Voilà pourquoi Bérégovoy, en commentant le Conseil des ministres du 23/12 indiquait que «la France avait aussi parlé plus haut que ses partenaires occidentaux». Parler plus haut, c'est ce dont il s'agit!

Intérêts particuliers: Il est vrai que la bourgeoisie française apparaît comme moins lâche que la bourgeoisie allemande, par exemple. C'est en France et sous l'impulsion des forces de gauche «non communiste» (et donc aussi du gouvernement à majorité socialiste) que se sont déroulées les plus importantes manifestations de «solidarité à la Pologne». Pourquoi? Parce que la bourgeoisie française a toujours eu historiquement des visées sur l'Europe de l'Est et plus particulièrement sur la Pologne, ne serait-ce que pour prendre à revers la bourgeoisie allemande toujours perçue comme dangereuse.

De Gaulle, en revendiquant une Europe «allant de l'Atlantique à l'Oural» et en armant la France de bombes nucléaires, a aussi montré, avec éclat, que la bourgeoisie française entend jouer son propre jeu entre les deux grands... Mitterrand ne fait que poursuivre la politique de défense des intérêts bien compris de la France impérialiste.

L'Europe, principal enjeu et principal «théâtre» de la prochaine guerre impérialiste mondiale, n'est pas seulement un champ de rivalités entre les deux grands, elle est aussi un terrain d'affrontement pour les impérialismes de second rang.

MITTERRAND ET YALTA

Se plaçant dans la tradition gaullienne, c'est-à-dire celle du coq français dressé sur ses ergots, Mitterrand s'est écrié dans sa conférence de presse du nouvel an : «*Tout ce qui permettra de sortir de Yalta sera bon*» Mais il ajouta, réaliste : «*A condition de ne jamais confondre le désir que nous en avons et la réalité d'aujourd'hui*». Pour lui «*le drame polonais s'inscrit dans cette contradiction*».

En bref, la lutte des ouvriers polonais n'est bonne que pour aider l'impérialisme français à sortir de Yalta! Et ce n'est pas encore le moment!

Nous, communistes révolutionnaires, nous pensons aussi qu'il faut sortir de Yalta, mais pas au moyen d'une nouvelle guerre impérialiste et pour entrer dans un nouveau partage du monde impérialiste plus terrible encore.

Sortir de Yalta n'a de sens que si cela signifie sortir de l'ordre établi impérialiste, donc en le brisant à jamais par la révolution prolétarienne.

Les différentes fractions bourgeoises règlent leurs comptes sur le dos des ouvriers polonais

L'accentuation de la crise du système capitaliste, les tensions croissantes entre les pays bourgeois, l'instabilité qui se généralise ne peuvent que favoriser des déchirements internes à l'intérieur de la bourgeoisie elle-même.

Les événements de Pologne ont aussitôt été utilisés par la droite française classique: ne voyait-on pas là une nouvelle démonstration du rôle dévastateur du «communisme»? Mais le miroir polonais ne fait que renvoyer à nos bourgeois l'image de leur propre système, qui, du Chili à la Turquie, remet les ouvriers au travail à l'aide des chars et des massacres.

Mais d'autres fractions se sont agitées sur la Pologne: c'est ainsi que la CFDT s'est mise en avant et a même secoué quelque peu le PS. Il y a eu aussi les affrontements au sein de la CGT, de la base au sommet.

La confusion qui en découle et qui règne autour de la notion même de «solidarité» est habilement utilisée par le PCF et la direction confédérale de la CGT. Ceux-ci cherchent des prétextes pour ne pas avoir à répondre sur leur appui même pas critique au coup d'Etat militaire.

Certes, l'attitude du PC et de la direction confédérale de la CGT suscite bien des remous dans cette centrale. Au-delà des réactions saines des travailleurs à la base, il y a l'utilisation qui en est faite par les «oppositionnels» (socialistes, démocrates ou gauchistes). Le PC joue sur ces confusions, dénonce les «manœuvres» des uns et des autres. Il n'en demeure pas moins que ses positions sont carrément anti-ouvrières et que les arguments fallacieux des stalinien doivent être combattus avec d'autant plus de force par les révolutionnaires, que l'hypocrisie du PS, flanqué des alliés encombrants que sont le RPR et l'UDF, provoque beaucoup de méfiance chez les travailleurs. Le matraquage des médias sur la Pologne peut aussi renforcer cette méfiance.

La CFDT a fait un énorme tapage autour de la Pologne, en redorant facilement son blason par rapport au PCF et à la CGT. Il est évidemment plus facile de défendre Solidarnosc que de se porter ici sur le terrain des luttes où on est obligé de montrer de quel côté on se met, celui du gouvernement «socialiste» contre les exigences ouvrières. Les exemples de la grève Renault ou de la lutte des sans-papiers suffiraient à le montrer.

Tout comme il y a 6 mois le PCF faisait campagne sur l'Irlande pour cacher son aplatissement complet face au PS afin de pouvoir entrer au gouvernement, aujourd'hui la CFDT et les gauchistes se mobilisent sur la Pologne pour escamoter les besoins de la lutte ouvrière ici.

LES ARGUMENTS DE MARCHAIS, KRASUCKI ET CIE

L'état de guerre est la «solution la moins mauvaise»: il «évite la guerre civile»:

Naturellement le PCF fait peur avec la guerre civile, car les ouvriers sont aujourd'hui désarmés devant un Etat armé jusqu'aux dents, mais pourquoi cela ? Parce que la société bourgeoise produit nécessairement la lutte entre ouvriers et bourgeois, et que l'Etat aux mains des capitalistes est une armée de guerre civile contre les prolétaires. Dire qu'il est fait pour éviter la guerre civile, c'est donc simplement dire aux ouvriers: la seule manière d'éviter les coups, c'est de rester couchés ! Seulement la meilleure preuve que c'est impossible est l'existence même de l'armée et de la police bourgeoises...

La morale de Marchais, Krasucki et Cie est vraiment celle des esclavagistes !

Il faut «attendre des informations»:

Là aussi cet «argument» ne tient pas la route. Les informations finissent par être confirmées et la répression ne fait aucun doute.

Il ne faut pas «jeter de l'huile sur le feu»:

Le PCF et les stalinien révèlent qu'ils sont le parti de la peur. Si des travailleurs sont écrasés et massacrés, qu'ils crèvent sans bruit, sinon la situation risque de dégénérer et cela provoquera la guerre ! Voilà au nom de quel raisonnement on invite les prolétaires d'ici à se désolidariser de leurs frères de classe affrontant la répression à quelque 1500 km seulement de Paris !

«Solidarnosc est allé trop loin»:

Voilà un «argument» de poids, surtout quand on sait que la direction de Solidarnosc a joué un rôle de frein tant du point de vue des revendications ouvrières que du point de vue des méthodes de lutte (la grève comme «ultime recours» !), qu'elle n'a jamais remis en cause le régime polonais ni l'alliance avec l'URSS, etc. Le PCF et la direction stalinienne de la CGT ne font, là aussi, qu'utiliser les réflexes de peur suscités par la répression brutale en Pologne, pour soumettre un peu plus les ouvriers d'ici à la bonne marche de l'économie capitaliste. Surtout ne pas trop revendiquer, voilà leur mot d'ordre.



Surtout, ne rien faire qui puisse entraver une issue pacifique...

Il est vrai que bon nombre de militants de la CFDT (qu'ils soient dans la mouvance majoritaire ou «oppositionnels») se reconnaissent dans l'orientation imprimée à Solidarnosc par les courants social-démocrates et religieux. N'ont-ils pas en effet la même démarche: une ligne de conduite «responsable», des revendications «qualitatives» comme l'autogestion, la théorie de l'«indépendance syndicale», etc. Seulement voilà, la force brutale de la bourgeoisie est venue rappeler tout le monde à l'ordre (c'est le cas de le dire !) et montrer clairement à l'ensemble de la classe ouvrière que la voie du réformisme n'est qu'une impasse. Il est clair qu'une manière de se solidariser des ouvriers polonais est de régler les comptes dans la CFDT avec l'orientation qui a mené à la catastrophe à Varsovie !

L'ex-extrême gauche entraînée par le courant

L'ex-extrême gauche officielle, c'est-à-dire la LCR, l'OCI, les restes du maoïsme avec le PCML ou le PCR, s'est comportée comme une force d'appoint non négligeable dans les manifestations organisées par la CFDT et le PS. Sans elle, il aurait été plus difficile de faire converger les réactions saines et sincères de milliers de jeunes et de travailleurs dans ces manifestations où se trouvaient rassemblés les socialistes (aujourd'hui au gouvernement et si embarrassés sur la Pologne) ainsi que des forces de droite carrément anti-ouvrières !

Mais que peuvent donc proposer les groupes d'extrême gauche au regard des événements de Pologne ?

«Stalinisme non, socialisme oui», scandaient les trotskystes. Mais qu'est-ce pour eux le socialisme ? Ce serait la Pologne d'aujourd'hui

«LE SOCIALISME, C'EST LE POUVOIR DES TRAVAILLEURS» ?

«Le socialisme, c'est le pouvoir des travailleurs !» est un slogan à la mode. Il est certain que le socialisme ne peut se faire contre les travailleurs. Au contraire, la société ne peut parvenir au socialisme sans que la classe ouvrière exerce son pouvoir, la dictature du prolétariat.

Mais le résultat de la transformation socialiste de la société est une société socialiste, ou communiste, une société sans classes et donc sans lutte de classes, sans besoin d'Etat et de pouvoir politique.

Le socialisme n'est donc pas à proprement parler le «pouvoir des travailleurs», sinon cela voudrait dire que la lutte des classes existera toujours. En fait, les partis qui lancent ce slogan préfèrent parler de «pouvoir des travailleurs» au lieu de dictature du prolétariat. C'est plus populaire, et dans l'esprit des travailleurs ça n'exige même pas de révolution... C'est donc une mauvaise formule, une formule à combattre !

moins les «bureaucrates», un point c'est tout ! Et c'est bien pour cela qu'ils ont soutenu inconditionnellement Walesa, le KOR, etc.

Les trotskystes prétendent que la «révolution antibureaucratique» est suffisante dans les pays de l'Est. Nous pensons quant à nous que la classe ouvrière devra, en renversant le pouvoir tel qu'il est à l'Est, entamer là aussi la destruction systématique des rapports de production **capitalistes**. Par ailleurs on peut se demander ce que veut dire la révolution pour les trotskystes puisque pour eux, celle-ci était déjà en route en Pologne, en Iran ou hier au Portugal ou au Chili.

Les maoïstes s'embarrassent moins de ces subtilités. Ils défendent avant tout la «liberté». Autant dire qu'ils appuient à fond la bourgeoisie française lorsqu'elle mène sa croisade pour les «droits de l'homme» et la «défense de la paix». Les maoïstes retrouvent les accents des staliniens de la fin des années 30, au moment de la guerre d'Espagne: derrière le soi-disant combat «antifascistes» se cache la mobilisation impérialiste d'un camp contre l'autre. Ces groupes ont déjà choisi leur camp bourgeois et poussent les prolétaires à le rallier au plus vite.

Non au consensus impérialiste sous le drapeau des libertés !

Ainsi donc, de la droite à l'extrême gauche, en passant par le PS et la CFDT, se met en place un «front», dont la nature de classe ne fait aucun doute, et destiné à mobiliser la classe ouvrière derrière les intérêts de l'impérialisme français. Le fait que ce soient des «forces de gauche» qui prennent la tête de ce front — en exerçant par ailleurs, une forte pression sur le PCF pour qu'il s'aligne sur une position unitaire de l'impérialisme français — n'a rien d'étrange.

Il y a longtemps que la bourgeoisie française a compris tout l'avantage qu'elle pourrait tirer des «traditions démocratiques» et de «gauche»: celles-ci, entretenues par la gauche classique en France, associées au sentiment national, peuvent servir de ciment à l'**union sacrée** dans la guerre impérialiste.

La tâche des communistes révolutionnaires, mais aussi de tous les prolétaires combattifs, est de démasquer l'utilisation que fait l'impérialisme de la répression en Pologne, de démasquer le **front impérialiste** qui se constitue sous le drapeau mensonger des «libertés en général», de se battre pour une réelle **alternative de classe**, c'est-à-dire pour une solidarité prolétarienne avec les ouvriers polonais.

Ce n'est pas une nouvelle guerre qui donnera leur liberté et leur organisation aux ouvriers polonais. C'est la lutte de classe, en Pologne et dans le monde entier, et donc ici, contre les bourgeois coalisés de tous les pays !

Revendiquer le caractère prolétarien de la lutte

La première manière de défendre les prolétaires polonais, c'est de revendiquer contre l'adversaire de classe le contenu prolétarien du mouvement en Pologne, c'est démontrer à partir des faits concrets que si l'armée et la milice ont dû intervenir brutalement contre la classe ouvrière, c'est bien parce que celle-ci est la seule classe qui n'a **rien à perdre** dans sa lutte contre le capitalisme. Non seulement les travailleurs ont toujours poussé Solidarnosc à aller plus loin, mais la petite-bourgeoisie polonaise et les demi-classes ont toujours tenté de leur côté le compromis avec la bourgeoisie.

Par ailleurs, le soupir de soulagement poussé par les impérialistes américains, russes, français, anglais, allemands et autres devant la «solution la moins coûteuse» que représente, selon eux, le coup d'Etat militaire démontre que les bourgeois sont toujours prêts à s'entendre pour écraser la lutte ouvrière, même s'ils se préparent à s'entredéchirer demain dans la guerre impérialiste: de la Commune de Paris à la Pologne de 1981 en passant par la Commune de Varsovie, le scénario reste le même.

Pour une solidarité concrète contre la répression bourgeoise

Que les organisations syndicales CFDT et FO aient pris la tête des manifestations de soutien aux travailleurs polonais dans les entreprises ne doit pas empêcher les travailleurs combattifs de prendre des initiatives, même modestes, permettant d'affirmer une réelle **solidarité indépendante et de classe** avec nos frères polonais

Les organisations syndicales n'ont d'ailleurs mené que des actions symboliques et très limitées visant surtout à rehausser leur prestige. Dans certaines entreprises, le caractère symbolique des arrêts de travail a été tel que les patrons eux-mêmes les ont autorisés ou ont payé les heures de grève !

La soi-disant campagne pour «faire pression sur le gouvernement français» pour qu'il rompe les relations économiques et diplomatiques avec la Pologne ou la Russie est une diversion: elle livre la solidarité, qui est un **besoin prolétarien**, entre les mains de la bourgeoisie, et lui permet de l'utiliser **pour sa politique impérialiste**.

Par conséquent, et aussi pour se démarquer des staliniens du PCF et de la CGT, il faut, là où c'est possible, organiser des actions même limitées mais permettant de donner en même temps des explications sur la nature réelle de la lutte: prises de parole, explications assorties ou non de débrayages, manifestations à la suite de réunions, etc.

Les élans généreux de solidarité dont font preuve les travailleurs (versement d'heures de travail, dons en vêtements et nourriture, etc.)

et qui sont presque toujours récupérés par les bureaucrates syndicaux montrent qu'il doit être possible, même à de petits regroupements prolétariens, de se mobiliser sur ce terrain de la solidarité concrète et immédiate. **Le contrôle des travailleurs sur cette aide doit être effectif**; il faut chercher à l'assurer en accompagnant les convois jusqu'à destination ou en ne confiant les **résultats des collectes** qu'à des personnes de confiance, et pas à des comités qui livrent les collectes à des organismes officiels: c'est le cas de l'organisation **Solidarité avec Solidarnosc**, qui va verser ses fonds à l'appareil CFDT. Tous les fonds qui seront versés par ces canaux à l'Eglise et à des modérés de Solidarnosc serviront à faire pression sur les prolétaires les plus combattifs!

Il faut aussi s'apprêter à donner une **aide aux réfugiés**, surtout ceux qui seront lâchés par les syndicats et l'Eglise parce qu'ils ont une position classiste.

Certes les conditions actuelles de la lutte en Pologne comme ici risquent de compromettre ces efforts, mais cela doit entraîner les travailleurs conscients de ces besoins à créer de véritables réseaux échappant au contrôle des bureaucrates syndicaux ou des partis réformistes: du Maroc à la Pologne, en passant par l'Iran, il faut forger des réseaux de solidarité internationale prolétariens!

Pour une solidarité dans la lutte et par la lutte de classe

Mais la solidarité prolétarienne, c'est aussi de reprendre ici le relais de la lutte de nos frères de classe, en nous inspirant de leur volonté et de leur courage face à l'adversaire.

Si nous ne bougeons pas, la bourgeoisie saura utiliser notre paralysie pour renforcer l'austérité. Car elle nous persuadera que la lutte amène la répression et qu'il vaut mieux se tenir tranquilles!

Pourtant, la répression qui s'abat sur les travailleurs polonais ne fera qu'accroître la misère et les difficultés matérielles. La classe ouvrière n'a pas le choix: ou bien elle lutte pour ses propres intérêts et pour défendre ses conditions d'existence, ou bien elle accepte les privations et la misère. Le capitalisme, lui, n'a pas le choix non plus: pour pouvoir continuer sa course au profit, il doit, surtout aujourd'hui avec la crise, exploiter davantage les travailleurs. C'est pourquoi les luttes d'aujourd'hui qui, comme celle de nos camarades polonais, partent sur des revendications élémentaires (salaires, conditions de travail, etc.) deviennent de plus en plus insupportables pour la bourgeoisie: **la lutte revendicative devient un facteur de crise.**

Préparer l'issue révolutionnaire à la crise capitaliste

Si les ouvriers en Algérie, au Pérou, au Salvador, en Turquie, en Iran ou en Pologne doivent faire face à la répression brutale de l'armée dès qu'ils essayent, en luttant, d'améliorer leurs conditions de vie et de travail, ce n'est pas parce que ces pays manquent de «démocratie»: en France, où le pouvoir est «socialiste», les CRS et les flics sont envoyés contre les travailleurs en grève dès qu'ils occupent leur usine ou leur atelier. La «démocratie» bourgeoise est «tolérante» jusqu'au moment où les ouvriers se donnent les moyens d'obtenir satisfaction (grèves véritables avec piquets, occupation, etc.)

La situation en Turquie ou en Pologne ne fait que **préfigurer** ce qui va se généraliser à tous les pays, car ils sont tous capitalistes, à l'Est comme à l'Ouest. La classe ouvrière aura pourtant à se battre contre une classe d'autant plus sanguinaire qu'elle sentira la situation lui échapper. Une crise généralisée du système capitaliste entraîne déjà les différents impérialismes à préparer une troisième guerre mondiale qui détournerait la classe ouvrière de la lutte, pour la faire s'entredéchirer pour le plus grand profit du Capital.

Il revient aux travailleurs combattifs et aux militants révolutionnaires de construire une alternative à la barbarie capitaliste en préparant activement la révolution prolétarienne mondiale.

Construire le parti international de la révolution communiste

La lutte de nos frères de classe polonais relance dans les vieilles métropoles impérialistes la marche vers la révolution prolétarienne. Pour vaincre, la classe ouvrière a besoin de son parti.

La lutte de nos frères de classe polonais montre la faillite des voies démocratiques et réformistes. Le parti que tous les prolétaires combattifs doivent construire **pour leur lutte** est le parti qui se donne un programme anticapitaliste et qui refuse tout compromis avec les forces bourgeoises, celles de la démocratie, de la patrie, de la religion, de la réforme et des «voies nationales au socialisme». C'est le parti qui doit renouer avec le communisme véritable, celui de Marx et d'Engels, le parti qui organise les luttes ouvrières et les prépare à la guerre civile révolutionnaire, à l'insurrection, à la dictature de classe pour écraser les classes dominantes et opérer la transformation communiste de la société.

La lutte de nos frères de classe polonais a montré comment Jaruzelski avait derrière lui la classe bourgeoise de tous les pays de l'Est comme de l'Ouest: sa solution est pour tous «la moins mauvaise possible»!

La leçon est que la classe ouvrière de tous les pays doit **unir ses rangs** contre un ennemi commun, centraliser toutes ses forces en une armée unique. Elle le peut, car elle a les mêmes intérêts dans tous les pays. Le parti de la révolution doit être internationaliste et international. Il doit être le plus centralisé possible pour pouvoir vaincre un ennemi centralisé.

Aider nos frères de classe polonais, c'est aussi tirer les leçons de leur lutte, c'est préparer le parti mondial unique de la révolution prolétarienne, c'est le faire sans tarder pour être au rendez-vous de l'histoire. Camarades, nous avons subi assez de défaites, maintenant il faut vaincre, et s'en donner les moyens !



PRESSE PERIODIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

REVUES

**Programme Communiste
Communist Program
El Programa Comunista
Kommunistisches Programm
Kommounistikò Prògramma
Al-Bournamadj Al-Chouyoui'i**

JOURNAUX

**Il Programma Comunista
Le Prolétaire
El Comunista
Proletarier
El-Oumami**

SUPPLEMENTS

**Le Prolétaire (Suisse)
Le Prolétaire - De Proletarier**

BULLETINS

**El Proletario
Proletario
Enternasyonalist proleter
El-Chouyoui'i**